

L'équipe de France



(Photo AFP)

LE BILLET DE
Philippe Bouvard



■ Avant de présider son premier Conseil, Nicolas Sarkozy a nommé hier un gouvernement de 15 ministres, et 4 secrétaires d'Etat, dont 3 de gauche pour 1 seul venu de l'UDF qui concrétise l'ouverture, le changement et la parité

LIRE PAGES 20 À 24 ET L'ARTICLE D'ALAIN DUHAMEL

■ réactions

« Cosmétique »

« C'est le retour du RPR », a réagi le porte-parole du PS Julien Dray, estimant que le gouvernement Fillon est « un gouvernement cosmétique » destiné à faire gagner les législatives à la droite.



« Exécutants »

Jean-Marie Le Pen, a affirmé que le gouvernement Fillon était « bien le gouvernement Sarkozy », composé des « adjoints de campagne » du président dont « ils seront non des ministres, mais des exécutants ».



« Manœuvre »

Lionel Jospin a estimé que la présence de personnalités de gauche dans le gouvernement relevait non pas de l'ouverture mais de la « manœuvre politique (...) S'ouvrir aux autres, c'est d'abord les respecter ».

« Hyper présidence » « Trahison »

Laurent Fabius a qualifié « d'hyper présidence » l'organisation du gouvernement. « Il y a une concentration du pouvoir dans les mêmes mains. (...) On ne voit pas encore de contre-pouvoir ».

A propos d'Eric Besson, ex-PS nommé secrétaire d'Etat, Benoît Hamon, député européen PS, affirme qu'il a « la récompense de sa trahison ». Quant à Bernard Kouchner « il n'a plus rien à faire à l'intérieur du parti ».



« L'ordre moral »

Olivier Besancenot, LCR, a affirmé que « l'ordre moral et sécuritaire est au pouvoir avec par exemple la présence de Christine Boutin au logement et à la ville, ennemie acharnée du droit à l'avortement ».



« Continuité »

Pour Noël Mamère, Verts, « Ce n'est pas un gouvernement de la rupture, c'est la continuité. Vous avez parmi les ministres tous ceux qui ont déjà participé aux gouvernements de Villepin et de Raffarin ».

« Erreur »

L'Association Vivre et Vieillir Ensemble en Citoyens a déploré qu'aucun Ministre n'ait en charge les personnes âgées et les personnes handicapées. « Une erreur à corriger très vite », souligne l'association.

« Provocation »

Le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples a estimé que la création du ministère de l'Immigration est « une provocation intolérable pour la République », en le qualifiant de « ministère de la honte ».

« Défenseur »

La Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme s'est félicitée de l'arrivée au Quai d'Orsay de Bernard Kouchner « promoteur du droit d'ingérence humanitaire et défenseur des droits de l'Homme ».

ET ENCORE ...

• Luc Chatel, porte-parole de l'UMP, a estimé que ce « gouvernement resserré », « jeune, respectant la parité », exprimait « toute la volonté du président de la République d'engager les réformes promises ».

• La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, est « ravie » de travailler avec le nouveau chef de la diplomatie française Bernard Kouchner. « Il a beaucoup d'expérience sur la scène internationale ».

PREMIÈRE SORTIE



Pour son premier déplacement officiel de Premier ministre, François Fillon a joué la carte sociale en effectuant hier une « visite symbolique » dans un foyer parisien accueillant des mères isolées en grande difficulté sociale ou financière. « Les violences faites aux femmes et aux enfants constituent la chose la plus inacceptable qui soit. Mon gouvernement va accorder la plus grande priorité à cette question », a-t-il déclaré au foyer Eglantine, situé dans le XVII^e. (Photos AFP)

PREMIER 20 HEURES

Invité hier soir au 20 heures de TF1, le Premier ministre François Fillon a déclaré avoir « le sentiment d'être en mesure de mettre en œuvre un changement radical de la vie politique française (...) ». Il a en outre déploré les

commentaires « lamentables » du Parti socialiste, à propos de l'ouverture du gouvernement. « M^{me} Royal voulait ouvrir, M. Bayrou voulait ouvrir. Quand eux voulaient ouvrir, c'était bien, quand c'est nous qui le faisons, ce n'est plus bien ». Il a ensuite déclaré que la première de ses priorités serait de « gagner la bataille des élections législatives ».

Alain Juppé

Ministre d'Etat, Ecologie, Développement et Aménagement durables

Ancien Premier ministre, Alain Juppé, 61 ans, est un proche de l'ancien président Jacques Chirac dont il fut l'adjoint aux Finances à la mairie de Paris (1983-1989). Condamné en appel le 1^{er} décembre 2004 à 14 mois de prison avec sursis et une année d'inéligibilité dans l'affaire des emplois fictifs du RPR, il avait abandonné la présidence de l'UMP et tous ses mandats au cours de l'année 2004. Il a ensuite passé un an à Montréal (2005-2006) comme professeur invité à l'Ecole nationale d'administration publique du Québec. Redevenu éligible en décembre 2005, il est revenu sur la scène politique en retrouvant son fauteuil de maire de Bordeaux (Gironde) en octobre 2006. En mars 2007, il annonçait son soutien à Nicolas Sarkozy à l'élection présidentielle. Né le 15 août 1945 à Mont-de-Marsan (Landes), agrégé de lettres, normalien et énarque, Alain Juppé, inspecteur des Finances en 1972, commence sa carrière politique en 1976, en participant à la création du RPR.



« Un Grenelle de l'environnement se tiendra à l'automne. »

Photo AFP



« Réhabiliter le travail et renforcer les liens entre les générations. »

Photo AFP

Xavier Bertrand

Ministre du Travail des Relations sociales et de la Solidarité

Après une rapide ascension au sein de l'UMP, Xavier Bertrand, 42 ans, est récompensé de sa fidélité à Nicolas Sarkozy. Il était auparavant secrétaire d'Etat à l'Assurance maladie (2004-2005) dans le gouvernement Raffarin, puis ministre de la Santé et des Solidarités dans le gouvernement sortant de Dominique de Villepin, fonction qu'il a quittée fin mars pour seconder le candidat UMP. Elu député (UMP) de l'Aisne en 2002, ce spécialiste des dossiers de protection sociale restera sans doute comme le ministre de la Santé qui a obtenu l'interdiction de fumer en public en France. Né le 21 mars 1965 à Châlons-sur-Marne (Châlons-en-Champagne, Marne), Xavier Bertrand est titulaire d'une maîtrise de droit public et d'un diplôme d'études spécialisées (DESS) d'administration locale. Depuis 2001, il est vice-président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin. Il est membre du bureau politique de l'UMP depuis 2004, année où il entre au gouvernement.

Jean-Louis Borloo

Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi

Avocat d'affaires, ancien député-maire de Valenciennes, amateur de football et de soirées mondaines, Jean-Louis Borloo, 56 ans, s'est taillé une réputation d'homme de terrain et d'irréductible indépendant au sein de la famille UDF avant de rejoindre l'UMP, contre l'avis de son ami François Bayrou. Caution sociale du gouvernement de Dominique de Villepin, il met en place en 2005 le Plan de cohésion sociale dans lequel il voit une des raisons de la baisse du chômage. Dans un ouvrage publié en mars 2007, il énonce quatre piliers – emploi, formation, équité et logement – qui dessinent « la feuille de route » du prochain président de la République et juge possible de ramener le taux de chômage à 5 % ou 6 %. Né le 7 avril 1951 à Paris, il est élu à la mairie de Valenciennes en 1989 et s'engage à réhabiliter cette ville sinistrée de 41 000 habitants, allant jusqu'à engager 4,5 millions d'euros de ses propres deniers pour relancer le club de football et financer des associations.



Ethique et moralisation avec la fin des « parachutes dorés. »

Photo AFP



« Mieux honorer, mieux rétribuer les enseignants et les placer au cœur de la nation. »

Photo AFP

Xavier Darcos

Ministre de l'Education nationale

Homme du sérail proche d'Alain Juppé, Xavier Darcos, bientôt 60 ans, est un fin connaisseur des rouages de la maison grâce à son passé d'inspecteur général et de ministre délégué à l'Enseignement scolaire. Professeur agrégé de lettres classiques, il a mené une carrière politique parallèle à la mairie de Périgueux (1997), puis au sénat (1998). Né le 14 juillet 1947 à Limoges, c'est un homme courtois, dont les syndicats n'ont jamais remis en cause les compétences en matière d'éducation. M. Darcos possède le vocabulaire et les clés d'une machine Education nationale sur laquelle beaucoup se sont cassés les dents. Pendant la présidentielle de 2002, il rédige les discours de Chirac consacrés à l'Education et, évidemment attend de pied ferme le portefeuille de la rue de Grenelle. Mais l'ouverture du gouvernement Raffarin à la société civile lui coûte le poste. Hostile au « pédagogisme », volontiers pourfendeur de l'esprit soixante-huitard et de la volonté de placer l'élève « au centre du système scolaire », il rédige néanmoins et à la surprise générale un ouvrage à quatre mains avec Philippe Meirieu.

Bernard Kouchner

Ministre des Affaires étrangères et européennes

Une des personnalités préférées des Français selon les sondages, Bernard Kouchner, 67 ans, symbolise l'ouverture à gauche voulue par Nicolas Sarkozy. Ancien ministre de la Santé de Lionel Jospin, il a été administrateur civil de l'ONU pour le Kosovo de 1999 à 2001, après avoir bataillé pour la reconnaissance du droit d'ingérence humanitaire dans les années 90. Docteur en médecine et cofondateur en 1971 de Médecins sans frontières, il a créé en 1980 Médecins du Monde qu'il a présidé jusqu'en 1988. Ancien député européen (1994-1997), il a adhéré au PS en 1998. Socialiste atypique, souvent critique, il était membre du pacte présidentiel de Ségolène Royal. Né le 1^{er} novembre 1939 à Avignon (Vaucluse), Bernard Kouchner, charismatique, sait se servir des médias au profit des causes qu'il défend, mais en abuse aussi parfois comme lors de l'opération « Un sac de riz pour la Somalie », en 1992, où il se fait filmer un sac sur l'épaule.



« Il y a beaucoup de dossiers dans le monde sur lesquels les Etats-Unis et la France peuvent travailler ensemble. »

Photo Marc Mehran



« J'ai bien pris note des conseils de Michelle Alliot-Marie. »

Photo AFP

Hervé Morin

Ministre de la Défense

Hervé Morin, 45 ans, a exprimé, hier, son « émotion » de revenir à la Défense comme ministre, quatorze ans après avoir été « simple collaborateur » de François Léotard. Vice-président de l'UDF depuis 2005, fidèle de François Bayrou avant de se rallier entre les deux tours à Nicolas Sarkozy, il a été membre de l'équipe de campagne de M. Bayrou pour les présidentielles de 2002 et 2007. Il est député (UDF) de l'Eure depuis 1998, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale depuis 2002, et conseiller régional (UDF) de Haute-Normandie depuis 2004. Né le 17 août 1961 à Pont-Audemer (Eure), M. Morin, titulaire d'une maîtrise de droit public et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, est administrateur des services de l'Assemblée nationale à partir de 1987. Elu conseiller municipal (UDF-PR) d'Epaignes (Eure) en 1989, il en est maire depuis 1995. En 1998, à la faveur d'une législative partielle, il est élu de l'Eure et succède au nouveau sénateur (DL) Ladislav Poniatowski.

Brice Hortefeux

Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement

Depuis trente ans bras droit de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux, 49 ans, est le seul fidèle du nouveau président à décrocher un portefeuille dans ce gouvernement d'ouverture. Né le 11 mai 1958 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), diplômé en droit public et ancien élève de Sciences-Po, Brice Hortefeux est fils d'un banquier de Neuilly et d'une professeure d'histoire-géographie. Il commence sa carrière politique en 1991, en devenant directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy à la mairie de Neuilly. En 1998, il entre au comité politique du RPR. Membre du comité politique RPR-DL pour les élections européennes de juin 1999, il est en première ligne dans la campagne conduite par M. Sarkozy. Il entre au Parlement européen en septembre 1999 en remplacement de M. Sarkozy et y est réélu en 2004. Après sa nomination au gouvernement en juin 2005, il met fin à son mandat européen. Préfet hors cadre depuis 1996, il s'est déclaré un temps intéressé par les élections municipales de 2008 à Clermont-Ferrand, bastion de la gauche.



« Le mécano de Sarkozy. »

Photo AFP



« Je serai le ministre des économies. »

Photo AFP

Eric Woerth

Ministre du Budget, des Comptes publics et Fonction publique

Elu de l'Oise, Eric Woerth, 51 ans, a été secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat dans le dernier gouvernement Raffarin. Fondateur du club de réflexion « La Boussole », qui regroupe les députés chargés de veiller au respect par le gouvernement des engagements présidentiels, il est trésorier de l'UMP depuis 2002. Fils de médecin, né le 29 janvier 1956 à Creil (Oise), M. Woerth est diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (HEC) et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Conseiller régional (RPR) de Picardie de 1992 à 2002, il est élu maire (RPR puis UMP) de Chantilly (Oise) en 1995, mandat qu'il abandonne en 2004 pour devenir premier adjoint quand il entre au gouvernement. Il a été conseiller parlementaire au cabinet d'Alain Juppé à Matignon (1995-1997). Très actif lors de la présidentielle de 2002 auprès de Jacques Chirac, dont il préside l'association de financement de la campagne, M. Woerth est élu député (UMP) de l'Oise en juin 2002.

Le plus féminisé

Avec sept femmes sur les quinze portefeuilles attribués, le gouvernement Fillon est le plus féminisé de la République. Simone Veil, ministre de la Santé de Chirac (1974-1976), fait figure de pionnière. Après l'adoption de la loi sur le droit à l'avortement en 1975, elle est reconduite par Barre en 1976. En juin 1981, Mauroy fait appel à trois femmes : Nicole Questiaux (Solidarité nationale), Edith Cresson (Agriculture) et Catherine Lalumière (Consommation). Aucune femme ministre de plein exercice dans le gouvernement de cohabitation de Chirac de 1986. En 1988, Edith Cresson (Europe) est la seule ministre du gouvernement de Rocard. Elle lui succède en 1991 et demeure à ce jour l'unique femme Premier ministre de la République. En 1993, Balladur appelle Simone Veil (ministre d'Etat,

Affaires sociales) et Michèle Alliot-Marie (Jeunesse et sports). En 1995, on trouve quatre femmes sur 26 ministres pleins dans l'équipe de Juppé : Elisabeth Hubert (Santé), Colette Codaccioni (Solidarité entre les générations), Corinne Lepage (Environnement) et Françoise de Panafieu (Tourisme). En 1997, Jospin leur confie 5 des 14 ministres : Martine Aubry (Emploi), Elisabeth Guigou (Justice), Catherine Trautman (Culture), Dominique Voynet (Environnement) et M.-George Buffet (Jeunesse et sports). En juin 2002, Raffarin envoie à la Défense M. Alliot-Marie, à l'Ecologie Roselyne Bachelot et à l'Outre-Mer Brigitte Girardin : trois femmes sur 15 ministres. Deux femmes sur 15 ministres en 2005 avec Villepin qui conserve la MAM à la Défense et fait entrer Nelly Olin à l'Ecologie.



« Je veux être le ministre des forces de l'ordre reconnues, respectées et aimées. »

Photo AFP

Michèle Alliot-Marie

Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités locales

Femme et chef dans un univers d'hommes, Michèle Alliot-Marie, 60 ans, a été la première Française ministre de la Défense et présidente d'un grand parti, l'ex-RPR. « MAM », comme on la surnomme familièrement, détenait aussi un record de longévité dans le gouvernement sortant : de tous les ministres du premier gouvernement Raffarin, elle était la seule à avoir conservé son portefeuille depuis mai 2002. Docteur en droit et en sciences politiques, titulaire d'une maîtrise d'ethnologie et du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, son arrivée au ministère de la Défense en 2002 est pour beaucoup, une surprise. Peut-être en premier lieu pour elle-même qui se serait plutôt vue aux Affaires étrangères ou à la Justice... La dernière campagne présidentielle l'a vue hésiter. Désireuse d'incarner un « gaullisme de renouveau », MAM a laissé planer le plus longtemps possible l'hypothèse d'une candidature. Elle n'y a renoncé qu'au tout dernier moment, le 12 janvier, pour apporter finalement son soutien à Sarkozy.

Rachida Dati

Ministre de la Justice et garde des Sceaux

Conseillère dans l'ombre du ministre Sarkozy qu'elle avait convaincu de l'embaucher, bombardée en janvier porte-parole du candidat, Rachida Dati, 41 ans, a franchi une nouvelle étape d'une brillante carrière construite au culot et à l'ambition. Fille d'un ouvrier d'origine marocaine et d'une mère d'origine algérienne, Rachida Dati est la deuxième d'une famille de douze enfants élevés en Bourgogne. Elle se présente comme une « Française de France » et oppose son parcours de « self-made woman » à ceux qui voudraient lui coller l'étiquette de « beurrette de service » du nouveau président. Magistrat, diplômée de sciences économiques et de droit public, elle a travaillé comme aide-soignante pour payer ses études et a fondé sa réussite sur l'important réseau qu'elle a constitué en interpellant toutes les personnalités qu'elle parvenait à rencontrer. C'est en 2002 que Rachida Dati, sortie depuis trois ans de l'Ecole nationale de la magistrature, demande au nouveau ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy de travailler pour lui : il accepte et l'intègre à son cabinet.



« J'espère ne pas décevoir les Français. »

Photo Reuters



« Redonner confiance à la jeunesse et revaloriser l'image des enseignants et des chercheurs. »

Photo AFP

Valérie Pécresse

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Valérie Pécresse, 39 ans, est députée (UMP) des Yvelines depuis 2002 et conseiller régional d'Ile-de-France (2004). Ancienne collaboratrice de Chirac à l'Elysée (1998-2002), elle est depuis 2004 porte-parole de l'UMP, après en avoir été secrétaire générale adjointe (2002-2004). Née le 14 juillet 1967 à Neuilly-sur-Seine, diplômée de l'Ecole des hautes études commerciales (HEC), énarque, elle est auditeur (1992), puis maître des requêtes (1995) au Conseil d'Etat. De 1993 à 1998, elle est conseillère auprès du chef du Service juridique et technique de l'information et de la communication (SJTI), services du Premier ministre. Elle est élue en 2002 à l'Assemblée nationale, où elle est membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, et de la délégation aux droits des femmes. Maître de conférences à l'I.E.P., Valérie Pécresse, elle est membre de l'association « Elu(e) s contre les violences faites aux femmes (ECVF).

Roselyne Bachelot-Narquin

Ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports

Roselyne Bachelot, ancienne chiraquienne habituée des tailleurs voyants et des petites gaffes, fait à 60 ans son retour au gouvernement au poste de ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, après avoir été chargée de l'Ecologie et du Développement durable entre 2002 et 2004 dans l'équipe Raffarin. Députée européenne depuis 2004, gaulliste sociale, fidèle du président Jacques Chirac, devenue sarkozyste, elle est conseillère régionale (UMP) des Pays-de-la-Loire depuis 1986 et conseillère municipale d'Angers depuis 1995. Née le 24 décembre 1946 à Nevers (Nièvre), fille de Jean Narquin, décédé, ancien député RPR du Maine-et-Loire, Roselyne Bachelot, docteur en pharmacie, a été conseiller général du Maine-et-Loire de 1982 à 1988. Féministe volontiers iconoclaste, membre-fondatrice du collectif antisexistes des « Chiennes de garde », elle se fait connaître du grand public lorsqu'elle est la seule députée de droite à voter pour le Pacs.



« C'est une nouvelle aventure qui commence. »

Photo Reuters



« Je veux faire du droit au logement opposable une priorité. »

Photo AFP

Christine Boutin

Ministre du Logement et de la Ville

Fervente catholique et défenseuse de la famille, Christine Boutin, 63 ans, est députée (UDF puis UMP) des Yvelines depuis 1986 et première vice-présidente (UMP) du Conseil général des Yvelines depuis 2004. Elle devient, en 2006, conseiller politique auprès de Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP. Née le 6 février 1944 à Levroux (Indre), Christine Boutin, titulaire d'une maîtrise de droit public, est secrétaire administratif à la direction générale du Crédit agricole (1973), puis journaliste à « Dossier familial » (1979), mensuel de l'établissement bancaire. Présidente depuis 1994 de l'Alliance pour les droits de la vie, elle a attiré l'attention des médias en 1998-99 en s'opposant avec passion au Pacs lors du débat à l'Assemblée nationale. Très attachée à la « protection du plus faible », à la place de la famille et à la lutte contre la pauvreté, cette femme de convictions a écrit un rapport « pour sortir de l'isolement, un nouveau projet de société » (2003).

Christine Lagarde

Ministre de l'Agriculture et de la Pêche

Avocate, Christine Lagarde, 51 ans, était ministre déléguée au Commerce extérieur depuis juin 2005 dans le gouvernement de Dominique de Villepin. Spécialisée en droit des affaires, elle a dirigé aux Etats-Unis le plus gros cabinet d'avocats américain, Baker and McKenzie, où elle défendait les intérêts des multinationales. Elle est trentième dans le classement Forbes 2006 des femmes les plus influentes de la planète, en matière de visibilité médiatique et de pouvoir économique. Née le 1^{er} janvier 1956 à Paris, Christine Lagarde est diplômée de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence, titulaire d'une maîtrise d'anglais et d'un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) de droit social. Elle est également diplômée de la Holton Arms school à Bethesda (Etats-Unis). Elle commence sa carrière d'avocate en 1981 comme collaboratrice du cabinet Baker and McKenzie à Paris. Elle en gravit les échelons, jusqu'à prendre en 1999 la présidence du comité exécutif à Chicago. Elle devient ainsi, à 43 ans, une des plus jeunes associées-gérantes à accéder à la présidence de ce groupe d'environ 2400 avocats, répartis dans 60 bureaux et 35 pays.



« Donner à l'agriculture une place stratégique. »

Photo AFP



« La culture ? un engagement depuis toujours. »

Photo AFP

Christine Albanel

Ministre de la Culture et de la Communication (porte-parole du gouvernement)

Présidente de l'Etablissement public du musée et du domaine de Versailles depuis 2003, Christine Albanel, 51 ans, est l'ancienne plume de Jacques Chirac, dont elle a été notamment directrice-adjointe de son cabinet à la Mairie de Paris (1988-1995) et conseillère pour l'Education et la Culture à la présidence de la République (1995-2000). Conseiller d'Etat en service détaché, elle a été conseillère régionale (RPR puis UMP) d'Ile-de-France de 1986 à 1992 et de 1998 à 2004. Née le 25 juin 1955 à Toulouse (Haute-Garonne), agrégée de lettres modernes, Christine Albanel est chargée de la presse auprès du secrétariat général de la présidence de la République de 1979 à 1981. Après avoir enseigné un an au lycée de Luzarches (Val-d'Oise), elle rejoint en 1982 la Mairie de Paris. Elle succède alors à Alain Juppé pour la rédaction des discours de M. Chirac. Christine Albanel a écrit plusieurs pièces de théâtre comme « Barrio Chino » (1987), jouées à Paris dans les années 80, et un roman « Une Mère insensée » (1994).

QUATRE SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Jean-Pierre Jouyet : le "socialiste" affectif

Avec Jean-Pierre Jouyet, c'est un ami de François Hollande, gaulliste de gauche signataire du manifeste des Gracques et Européen convaincu qui s'empare du secrétariat d'État aux Affaires européennes, dans le cadre de l'ouverture. Grand commis de l'État, il a cultivé ses réseaux au cours d'une solide carrière.

Jamais élu et inconnu du grand public, ce haut fonctionnaire classé « deuxième gauche » est un fin connaisseur des arcanes du pouvoir. En 1988, il devient directeur de cabinet du ministre de l'Indus-



trie, Roger Fauroux. En 1991, ce fervent Européen rejoint Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne, dont il

devient le directeur de cabinet. En 1997, il entre au cabinet de Lionel Jospin à Matignon, en tant que directeur adjoint.

L'homme a aussi une solide connaissance des milieux économiques. Fils de notaire, il a entamé sa carrière à l'inspection des finances. Après Sciences-Po Paris, il a rencontré à l'ENA le couple Hollande-Royal, dont il devient très proche, sur les bancs de la fameuse promotion Voltaire (1980). Agé de 53 ans, Jean-Pierre Jouyet est marié depuis 2006 à Brigitte Taittinger, P.-D.G. des parfums Annick Goutal.

Roger Karoutchi : un rescapé de l'ouverture



Roger Karoutchi, nommé hier, secrétaire d'État chargé des Relations avec le

Parlement, est avec Brice Hortefeux le seul « ami de 30 ans » du nouveau président à ne pas avoir fait les frais de l'ouverture.

Chargé de la délicate mission de faciliter les rapports entre le gouvernement et la majorité espérée à l'issue des législatives des 10 et 17 juin, le sénateur des Hauts-de-Seine retrouve François Fillon, qu'il connaît bien depuis leur engagement commun au côté de Philippe Séguin.

Né le 26 août 1951 à Casablanca d'un père arménien et d'une mère juive, rapatrié au moment de l'indé-

pendance du Maroc, cet agrégé d'histoire, inspecteur général de l'Éducation nationale, a commencé sa carrière comme professeur en région parisienne.

Gaulliste depuis son enfance, il entre en politique à la fin des années 70 chez les jeunes RPR, où il se lie d'amitié avec un certain Nicolas Sarkozy. Ce fin diplomate est de surcroît l'un des rares vieux amis de Sarkozy apprécié de Cécilia, dont il partageait le bureau au siège de campagne de la rue d'Enghien. Roger Karoutchi est candidat aux élections municipales de 2008 à Nanterre.

Eric Besson : le transfuge désormais estampillé félon du Parti socialiste

C'est l'une des plus belles prises de guerre de Nicolas Sarkozy. A l'origine du plus gros couac de la campagne de Ségolène Royal, le transfuge Eric Besson se voit récompensé de sa démission fracassante du PS par le poste de secrétaire d'État chargé de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques. Il sera rattaché au Premier ministre François Fillon.

Agé de 49 ans, ce natif du Maroc arrive en France à 17 ans et débute sa carrière dans le privé, après des études de commerce et

Sciences-Po Paris. Il passe par le groupe Renault et la fondation Vivendi, où il s'occupe de réinsertion des chômeurs.

Son ascension politique se fait vitesse « grand V ». Entré au PS en 1993, il intègre la direction du parti en 1999, devenant secrétaire national chargé de l'Économie. Élu maire de la commune de Donzière en 1995, cet ancien partisan de Lionel Jospin devient député de la Drôme en 1997, réélu en 2002, et rejoint la commission des Finances de l'Assemblée nationale.



(Photo DR/AFP)

Dominique Bussereau passe de l'agriculture aux transports



(Photo DR/AFP)

Dominique Bussereau, 54 ans, nommé secrétaire d'État chargé des Transports, était depuis novembre 2004 ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Il était entré en 2002 dans le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin comme secrétaire d'État aux Transports et à la Mer. Proche de l'ancien Premier ministre, il avait ensuite été nommé secrétaire d'État au Budget en mars 2004, poste sensible où il était chargé de garder un œil sur le très remuant Nicolas Sarkozy. Né le 13 juillet 1952, à Tours (Indre-et-Loire), Do-

minique Bussereau a été élu pour la première fois député (Démo-cratie libérale) de Charente-Maritime en 1986. Réélu en 1993 et 1997, il quittera ce poste en 2002 pour rejoindre le gouvernement Raffarin. Cet ancien Jeune Giscardien, secrétaire général de Dialogue et Initiative, le « club » de Jean-Pierre Raffarin, est ainsi remercié pour son rôle actif, aux côtés de Renaud Dutreil et Hervé Gaymard, dans la fondation de l'Union en mouvement, à l'origine de la création en 2002 de l'UMP.

airbus

Sarkozy à Toulouse : "L'Etat fera son devoir"

Fidèle à ses promesses de candidat, le président Sarkozy a assuré hier, sur le site d'Airbus de Colomiers, près de Toulouse, que « l'État français fera son devoir s'il doit y avoir une augmentation de capital » d'EADS, mais il a donné le sentiment de faire machine arrière sur le plan social Power 8.

Mercredi, à Berlin, il avait décrété le dossier EADS en « urgence ». Signe de sa volonté d'agir vite, le chef de l'État avait réservé son premier déplacement en France à Airbus Toulouse, où il était déjà venu deux fois durant la campagne. « Je suis attendu au tournant », a-t-il glissé à son arrivée, avant d'annoncer qu'il reviendrait « début juillet » avec la chancelière allemande Angela Merkel. Il a promis une « réunion de travail à quatre » avec l'ensemble des actionnaires français et allemands.

Devant les organisations syndicales d'Airbus réunies sur le site de l'usine Clément-Ader de Colomiers, Nicolas Sarkozy s'est voulu fidèle à ses promesses. Passant sans attendre aux travaux pratiques, le président de la République a pris « l'engagement » que « l'État français fera son devoir s'il doit y avoir une augmentation de capital ». « On est prêts à mettre de l'argent », a-t-il martelé « sans ambiguïté », sans évoquer à ce stade de montant financier. Il a également affiché son « rêve » de



Le président et le ministre de l'Économie, Jean-Louis Borloo se sont mis à table avec les salariés d'Airbus.

(Photo Lionel Bonaventure/AFP)

voir des « partenaires industriels » rejoindre EADS, car « l'industrie, ce sont des montants considérables et c'est un engagement dans le temps ». Il a aussitôt précisé qu'il ne s'agirait que de « faire la jonction » et d'« attirer de nouveaux actionnaires » et non pas d'aller vers une « nationalisation partielle ou totale » d'EADS.

Texte de loi interdisant les parachutes dorés

Reste que Nicolas Sarkozy a semblé reculer sur le plan Power 8, qui prévoit 10000 licenciements d'ici quatre ans dont 4300 en France et 3700 en Allemagne. Sur ce point, il a affiché sa « confiance » au président d'Airbus et coprésident d'EADS Louis Gallois, présent. « J'ai toujours dit qu'un plan social était nécessaire » mais « ce n'est pas à

l'actionnaire de gérer le plan social », « c'est aux dirigeants de l'entreprise de créer les conditions du dialogue social sur la rémunération, sur les primes, sur Power 8 », a-t-il dit. En outre, Nicolas Sarkozy s'est efforcé d'amadouer les salariés. Il s'est ainsi engagé à maintenir l'usine de Méaulte (Somme) menacée par Power 8, évoquant un « joint-venture » avec l'équipementier Latécoère au côté du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi Jean-Louis Borloo. Il a aussi annoncé que ce dernier déposerait au Parlement dès l'été un texte de loi interdisant les parachutes dorés, après le tollé sur les indemnités de départ de l'ancien coprésident exécutif d'EADS, la maison-mère d'Airbus, Noël Forgeard, qui avait choqué les salariés.

brégançon

Premier bain de foule

Cécilia Sarkozy, désormais première dame de France, a découvert quelques heures avant son époux le décor de la résidence présidentielle, le fort de Brégançon, sur la commune de Bormes-les-Mimosas qu'ont fréquentée régulièrement ces dernières années les Chirac.

Le couple présidentiel pourrait se rendre à Porquerolles

A peine élu, le président de la République y passe donc son premier week-end. Mais avant son arrivée, Cécilia Sarkozy qui était là depuis la veille s'est offert une petite escapade du côté de Saint-Tropez où elle s'est rendue en voiture pour faire quelques emplettes en fin de matinée en compagnie de deux amies.

De retour au fort, on a pu la voir remonter de la plage,



dans l'après-midi et ce n'est que vers 20 heures que les badauds massés devant l'entrée ont vu un cortège de voiture arrêter devant le portail. Arrivant de l'aéroport d'Hyères, le président de la République en est descendu pour pénétrer dans la résidence à pied.

Bousculade, dédicaces improvisées, photos : pour sa découverte de Brégançon Nicolas Sarkozy a eu le droit à son premier bain de foule. Aujourd'hui, si officiellement rien n'a filtré de ses intentions, il se murmurait que le couple présidentiel pourrait se rendre à Porquerolles.